



**HAL**  
open science

## Ethique, économie et mondialisation

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Ethique, économie et mondialisation. Questions d'éthique, L'Harmattan, 2007.  
hal-02925596

**HAL Id: hal-02925596**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02925596>**

Submitted on 30 Aug 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Ethique, économie et mondialisation

Jacques Fontanel

In

Questions d'éthique,  
L'Harmattan, Paris  
2007

Résumé : Si l'économie ne peut se passer d'une réflexion philosophique, elle ne peut pas non plus la monopoliser. La notion de besoin immatériel est peu présente dans la science économique, alors qu'elle constitue un élément essentiel de la vie des hommes. Dans ce contexte, la globalisation ne peut constituer en soi une réponse à l'ensemble des conditions de vie des individus et des collectivités. Le libéralisme n'est pas une panacée. La théorie économique cultive sa propre version de la réalité, une relation qui n'entretient pas de relation nécessaire avec le réel.

If the economy cannot do without philosophical reflection, it cannot monopolize it either. The notion of immaterial need is not very present in economic science, even though it constitutes an essential element of human life. In this context, globalization cannot in itself constitute a response to all the living conditions of individuals and communities. Liberalism is not a panacea. Economic theory cultivates its own version of reality, a relationship that does not maintain a necessary relationship with reality.

Mots clés : globalisation, éthique, économie libérale, science économique

globalization, ethics, liberal economy, economic science

L'économie ne peut se passer d'une réflexion philosophique. Ayant pour objet de réduire l'inadéquation entre les besoins et les biens et services nécessaires à leur satisfaction, elle repose nécessairement sur une conception du monde, de l'homme individuel et social. D'ailleurs les grands économistes ont souvent été aussi de grands philosophes. Cependant, d'après la pensée libérale, aujourd'hui dominante, le marché produit le meilleur système de production et de répartition, selon des mécanismes autorégulateurs optimaux. Dans ce contexte, les notions éthiques de l'économie ne sont pas mises en évidence, comme si tout ce qui a trait à la production et à la répartition se faisait en dehors du champ de la morale. Il n'en reste pas moins vrai que l'économie marchande globalisée fait une hypothèse héroïque : si les lois du marché sont appliquées en toute rigueur, il en résultera une situation optimale. Cependant, « réduire l'intérêt général à sa seule dimension économique, ce n'est pas être neutre et objectif, c'est placer les valeurs marchandes au rang des finalités et de valeurs socio-culturelles supérieures à toutes les autres »<sup>1</sup>.

Pour Keynes, théoricien pragmatique, l'économie devrait être affaire de spécialistes<sup>2</sup>. Or, cette idée a été détournée pour faire de l'économie une « pseudo science ». Ainsi, la science économique s'est

---

<sup>1</sup> Passet R. (2000), *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris, p. 50.

<sup>2</sup> « Il devrait être, comme les soins dentaires, une question de spécialistes. Si les économistes réussissaient à être perçus comme des personnes humbles, compétentes, comme les dentistes, ce serait splendide », Keynes J.M. (1972), *Essays in persuasion*, Cambridge University Press, Cambridge.

constituée autour de techniciens des mathématiques. En économie, la réfutation tient lieu de démarche scientifique, dans un contexte où les faits ne se reproduisant jamais pareils à eux-mêmes. Aujourd'hui, il existe un credo, le diktat économique. Dans la conception dominante d'une science économique qui se refuse d'être politique, le respect des lois mystérieuses de l'économie est analysé comme une condition essentielle du développement économique. Plus l'État intervient hors de la sphère de compétences nécessairement réduites au respect des valeurs démocratiques et marchandes et plus les crises économiques et donc sociales deviennent probables et profondes. Toute mesure tendant à modifier le « jeu implacable, rigoureux et juste » du marché conduit aux effets pervers, comme les transferts internationaux de capitaux du Sud vers le Nord, la perte de confiance des acteurs économiques et le chômage. Lorsque l'on parle de science économique, aucune compassion ou indignation n'est permise. L'indifférence féroce est alors de mise, « pour le bien de tous »<sup>3</sup>. Pourtant, il serait bon de se rappeler que l'économie doit d'abord être organisée autour des valeurs sociales et humaines. L'homme, qui ne limite pas ses activités et son être aux simples valeurs marchandes, doit rester « la mesure de toute chose ».

La notion même de besoin, au-delà du seul contexte des obligations physiologiques vitales, est un concept hautement philosophique. S'il faut parfois adapter la nature aux besoins des individus, il existe des lois naturelles de l'univers que l'homme n'est pas encore ou ne sera jamais capable de dépasser. Les physiocrates se référaient à l'ordre naturel auquel les sociétés ne doivent jamais cesser d'obéir sous peine de blocage du développement. L'autodestruction du système capitaliste développée par Marx et Engels est proche de celle d'un système thermodynamique menacé spontanément par l'entropie. Dans ce contexte, l'évolution ne procède pas seulement par l'accumulation à court terme, mais aussi, à long terme, par la substitution, le renouvellement, la destruction créatrice, selon le concept de Schumpeter

---

<sup>3</sup> Dans une présentation extrémiste, on pourrait même dire que les profiteurs, ce sont les rentiers car ils perçoivent un revenu sans production équivalente. De même, dans ce contexte, le Smig est injuste si son niveau est plus élevé que celui fixé naturellement par le marché. Si les SDF ne s'intègrent pas, c'est de leur fait. La lutte publique contre le chômage est donc une fausse priorité, une action politique destinée à gagner des voix électorales, au détriment des résultats économiques et donc sociaux. Enfin, la question de la répartition entre la vertu du travail et les « gains » du jeu du capital n'est évoquée qu'en termes de calcul de productivité pour le moins aussi aléatoires qu'abscons (ou l'inverse).

adapté au capitalisme. D'ailleurs, la science ne progresse pas seulement par accumulation des savoirs, mais aussi par la modification du regard porté sur les choses à l'étude<sup>4</sup>.

Nous vivons dans un processus de mondialisation qui avait déjà connu un développement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui s'était achevé par la première guerre mondiale<sup>5</sup>. Après la période suivant l'effondrement du bloc soviétique pendant laquelle une ère pacifique a été annoncée comme la « fin de l'histoire », des critiques virulentes sont apparues, avec le développement de nouvelles inégalités et le retour de la violence internationale. Il n'empêche que les partisans de la globalisation marchande restent encore largement majoritaires, face à l'essor de l'altermondialisme. Pour Mc Cormick<sup>6</sup>, la globalisation ne s'engage pas dans une forme de cannibalisme, destructeur des droits des travailleurs, des petites entreprises, des cultures et, à terme, de la planète elle-même. C'est d'abord une révolution pacifique, favorable aux niveaux de vie, respectueuse des religions et des cultures. Mc Cormick insiste sur les dix mythes qui faussent l'analyse de la globalisation.

– D'abord, la globalisation ne se présente pas comme une conspiration des grandes firmes multinationales contre les pays ou les firmes de plus faible dimension, car les entreprises ne font que respecter la loi ou les incitations des technologies nouvelles. Cette analyse néglige évidemment le rôle important des grandes firmes dans la gouvernance des États.

– La globalisation ne conduit pas nécessairement à la concentration du pouvoir de marché entre les mains d'un petit nombre de grandes sociétés. De nombreuses industries (pétrole, automobiles ou téléphone) ont plus de producteurs aujourd'hui qu'un demi-siècle plus tôt, témoignant ainsi du poids décisif des consommateurs. Cette conception ne prend pas en compte les participations croisées, l'essor des filiales et plus généralement le développement des firmes multinationales du Nord au Sud.

– La technologie de l'information ne mérite pas d'être diabolisée, car c'est un instrument performant de liberté et d'échange. Par contre, le poids inégal des producteurs d'information est susceptible de remettre en cause la légitimité démocratique.

---

<sup>4</sup> Kuhn T. (1983), *La structure des révolutions scientifiques*, Coll. « Champs », Flammarion, Paris.

<sup>5</sup> Fontanel J. (2005), *La globalisation en analyse. Gééconomie et stratégie des acteurs*, Collection « Librairie des Universités », L'Harmattan, Paris.

<sup>6</sup> McCormick R.D. (2000), "10 Myths about globalization", *Vital Speeches of the Day*, Nov, 15.

– La globalisation ne favorise pas l'absence de règles juridiques et sociales des firmes. Les entreprises ont besoin de lois, elles ont horreur de l'anarchie. Cependant, les lois sont souvent inspirées par la culture libérale, réductrice des biens publics et favorables d'abord à la privatisation des activités économiques.

– La globalisation ne supprime pas nécessairement le nombre total des emplois. En fait, les emplois changent de nature, avec une qualification accrue dans les pays développés, ce qui réduit la compétition avec les activités des pays en développement. Cette étude semble oublier que de nombreux pays du Sud sont aujourd'hui capables de relever la concurrence sur les emplois offerts au Nord.

– La globalisation n'érode pas la diversité culturelle, car chaque pays ou région peut disposer de sa niche, la globalisation élargissant l'éventail des choix des consommateurs. Pourtant, sans « l'exception culturelle » que resterait-il du cinéma français ?

– La globalisation ne diminue pas les standards du droit du travail, car les entreprises étrangères offrent des salaires supérieurs à ceux des entreprises nationales, tout en défendant la liberté, la démocratie ou le refus du travail des enfants. Pourtant, l'époque moderne vient d'inventer les « travailleurs très pauvres, parfois sans domicile fixe ».

– La globalisation ne détruit pas l'environnement. Ce bien de luxe améliore le standard de vie et il sera d'autant plus disponible que les richesses permises par le processus de globalisation augmenteront. Aujourd'hui pourtant, nombreux sont les scientifiques qui ont déclenché la sonnette d'alarme, sans que les gouvernants du Nord, obnubilés par la concurrence internationale des firmes, ne réagissent avec la vigueur et la célérité désirées<sup>7</sup> pour lutter contre l'épuisement des réserves de poissons, le surpâturage, la désertification, la pollution chimique et l'accroissement des risques industriels.

– Si la globalisation favorise les grandes entreprises multinationales au détriment des petites entreprises et des consommateurs, avec l'application des économies d'échelle et l'accroissement du nombre de consommateurs disponibles, elle est un facteur de réduction des prix (en faveur du consommateur) et un facteur d'accroissement

---

<sup>7</sup> Les scientifiques prévoient une augmentation de 2 à 10 degrés des températures moyennes du globe dans le siècle à venir, *ceteris paribus*. Dans ces conditions, l'environnement deviendra plus hostile, avec les cyclones, les tempêtes de sable, la disparition des forêts, le manque d'eau, etc. Les facilités de transport conduisent à des absurdités écologiques. Selon l'Institut Wuppertal, les composants d'un yaourt à la fraise ont parcouru au total plus de 1000 kilomètres avant d'être mélangés, ce qui accroît le besoin en énergie pour des activités qui auraient pu être localement concentrées.

des opportunités économiques (en faveur des petites entreprises). Cette conception omet les lois du marketing et de l'absorption des petites entreprises créatrices par les firmes multinationales.

– Si la globalisation élargit l'écart entre les riches et les pauvres, l'amélioration des standards de vie de l'ensemble de la population mondiale est mise en évidence par les statistiques. Pourtant, le sous-développement, la misère et les guerres sont bien toujours présents sans discontinuité depuis près d'un siècle.

Les avantages et les inconvénients de la mondialisation sont maintenant bien connus, mais les pondérations accordées aux uns et autres dépendent de l'équation personnelle de chacun. Le Tableau n°1 montre aujourd'hui toutes les limites du processus de la globalisation, limites qui ne lui sont d'ailleurs pas propres.

**Tableau 1.** *Les avantages et les inconvénients de la globalisation*<sup>8</sup>

LES DÉBATS	ARGUMENTS POUR	ARGUMENTS CONTRE
La globalisation implique un laissez faire intégral	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Seul le marché produit le processus de destruction créatrice.</li> <li>- Le marché permet la réalisation des avantages comparatifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le profit devient plus important que l'homme.</li> <li>- Le laissez faire a toujours été revendiqué par la puissance dominante.</li> </ul>
La globalisation réduit le pouvoir discrétionnaire des États	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les États n'ont pas à protéger leur économie. L'action de l'État est souvent inefficace d'un point de vue économique<sup>9</sup>.</li> <li>- Avec la globalisation, les interventions concernant les barrières douanières ou les restrictions à la propriété étrangère du capital national doivent être rédui-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les États décident toujours de leur politique commerciale, compte tenu de leur souveraineté.</li> <li>- Les pouvoirs publics ont toujours en charge la gestion du commerce et de l'investissement international, même s'ils délèguent une partie de leur pouvoir aux organisations internationales, notamment dans la gestion du commerce international et dans les actions en faveur de</li> </ul>

<sup>8</sup> Fontanel J. (2005), *La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs*, « La Librairie des Humanités », L'Harmattan, Paris.

<sup>9</sup> Ainsi, le refus des importations de sucre pour protéger la production de Floride a produit des résultats négatifs pour l'environnement (engrais), le tourisme (effets externes) et les consommateurs (hausse des prix, pour un coût de 3 milliards de dollars l'an).

<sup>10</sup> Ainsi, les États-Unis ont été condamnés par l'OMC pour son exemption de 15% des impôts portant sur les gains à l'exportation, ce qui a renfloué les caisses publiques à concurrence de près de 2 milliards de dollars.

<sup>11</sup> Le gouvernement du Massachusetts viole ainsi les règles de l'OMC en refusant l'achat de biens et services des firmes qui font des affaires avec Burma (qui viole les droits de l'homme).

	tes, voire supprimées, dans le cadre d'accords internationaux gérés par des institutions acquises, dans leurs statuts, au libre-échange <sup>10</sup> .	l'environnement ou des droits de l'homme <sup>11</sup> .
La globalisation est un facteur de croissance économique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation de la concurrence permet l'accélération de la croissance économique par l'application des avantages comparatifs, lesquels se manifestent par la réduction des coûts de production et la baisse des prix<sup>12</sup>.</li> <li>- La compétition implique la recherche de l'efficacité, elle conduit à la destruction créatrice et elle favorise l'innovation. Les pays et les firmes peuvent alors profiter de leurs avantages comparatifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation limite le potentiel de la croissance économique des États-Unis, elle conduit à la destruction des emplois<sup>13</sup> et à une réduction des salaires<sup>14</sup>. La globalisation a aussi ses perdants.</li> <li>- Si les importations croissent plus rapidement que les exportations, il peut en résulter une réduction du potentiel de croissance économique, notamment si les premières ne portent pas sur des investissements ou de futures activités productives. Dans ce cas, un processus de paupérisation peut être engagé.</li> </ul>
La globalisation produit des emplois	- La croissance est un facteur favorable à l'emploi. Dans ces conditions, la globalisation qui supprime les freins à la croissance est productrice d'emplois.	La globalisation fragilise les emplois, en les rendant constamment compétitifs avec le capital et en exerçant sur lui des influences négatives en matière de rémunération, notamment pour les emplois les moins qualifiés <sup>15</sup> .
La globalisation réduit les prix	La concurrence internationale profite principalement aux consommateurs.	La globalisation favorise les firmes multinationales, qui perçoivent d'importants profits, notamment lorsque leurs concurrents sont décimés.

<sup>12</sup> Ainsi, le refus du Brésil d'importer la technologie du Fax a eu deux conséquences négatives : d'une part la faible qualité et le coût élevé des produits nationaux ont limité la compétitivité de toutes les industries brésiliennes ; d'autre part, la technologie brésilienne n'a pas été améliorée, conduisant sept ans après à l'ouverture internationale de ce marché.

<sup>13</sup> Pour Scott, le commerce international a réduit le PIB américain de 14,4% depuis 1992 (avantage de 19,8% pour les exportations et perte de 35,2% pour les importations). Scott R.E. (2000), "The facts about trade and job creation", *Issue Brief* 139, Economic Policy Institute, Washington D.C.

<sup>14</sup> Les salaires des emplois peu qualifiés ont diminué dans les pays développés du fait des activités délocalisées moins bien payées. Près des trois quarts des emplois américains sont concernés par cette perte de pouvoir d'achat.

<sup>15</sup> Pour Scott, si les exportations américaines ont créé 4,1 millions d'emplois, les importations en ont fait perdre 7,3 millions. Scott, R. (2000), "The Facts about trade and job creation", March 24, *Issue Brief* 139, Economic Policy Institute: Washington DC.



<p>La globalisation s'oppose aux politiques de l'environnement</p>	<p>Selon la courbe de Kuznets, si l'activité économique dégrade l'environnement, elle augmente aussi les revenus. Or, l'environnement est un bien supérieur. Dans ces conditions, la propension à la pollution décroît avec le développement<sup>16</sup>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les FMN sont souvent moins polluantes que les entreprises locales, en utilisant par exemple des types d'énergie plus propres. En outre, le coût du respect des normes environnementales est relativement faible, de l'ordre de 2%. Il n'existe pas de havres de pollution<sup>17</sup>. La globalisation est un facteur de renforcement de la qualité de l'environnement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'OMC fixe des règles qui vont souvent à l'encontre des intérêts de la nature, notamment lorsqu'il s'agit de protéger des espèces menacées ou de définir des normes de protection de la santé humaine. L'argument de la pollution n'est guère validé par les instances de l'OMC.</li> <li>- La globalisation conduit à l'homogénéisation des produits. Le fromage des Français est menacé par les règles d'hygiène, en même temps que les OGM sont imposés au commerce libre.</li> <li>- La globalisation favorise les « havres de pollution » pour les FMN<sup>18</sup>. Si la courbe de Kuznets existe, elle n'empêche cependant pas les irréversibilités et la destruction définitive d'espèces ou de forêts millénaires.</li> </ul>
<p>La globalisation est le moteur des réformes sociales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation conduit aux réformes politiques, en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, et la réduction de la corruption.</li> <li>- Les investisseurs étrangers, qui gèrent leurs risques économiques, souhaitent le respect du droit.</li> <li>- Les pays qui ont un</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation développe surtout la prééminence sociale du profit. Si les pays développés combattent la corruption des pays pauvres, ils sont moins pressés à détruire certaines formes qui les avantagent comme le secret bancaire, par exemple.</li> <li>- La globalisation conduit à l'américanisation de la société. La précarité des emplois, le poids excessif des firmes multinationales dans l'écono-</li> </ul>

<sup>16</sup> Hettige H., Muthukumara M., Wheeler D. (1997), *Industrial Pollution in Economic Development: Kuznets Revisited*, Development Research Group, World Bank, Washington DC. December.

<sup>17</sup> Eskeland G.S, Harrison A.E. (1997), *Moving to Greener Pastures ? Multinationals and the Pollution Haven Hypothesis*, World Bank, January 1. <http://econ.worldbank.org/docs/525.pdf>

<sup>18</sup> Les FMN profitent d'une part de la pauvreté des pays en développement pour installer des entreprises polluantes, en leur faisant le chantage à la croissance ou à la délocalisation. D'autre part, certaines décisions nationales de protection de l'environnement sont jugées illégales, même si le motif de protection de l'environnement est valable. Ainsi, la société américaine installée au Canada a obtenu 15 millions de dollars pour réparer le dommage du refus du gouvernement canadien de la production de MMT, un additif pour l'essence accusé de provoquer des dommages au cerveau.

<sup>19</sup> Fredman T. (2000), *The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization*, revised edition, Farrar, Straus & Giroux, New York.

	revenu par habitant supérieur à 15.000 dollars sont tous démocratiques <sup>19</sup> .	<p>mie nationale et la corruption des âmes est une résultante de la mondialisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De nombreuses entreprises ont utilisé le travail des enfants, elles ont exploité les personnels des pays en développement, favorisant ainsi une pression sur les salaires des travailleurs des pays développés.</li> </ul>
Les firmes multinationales dominent les marchés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La proportion de production des FMN par rapport à la production mondiale a plutôt tendance à diminuer.</li> <li>- La globalisation donne sa chance aux challengers, notamment ceux qui apportent des innovations et de nouvelles technologies. Nokia a ainsi pu prendre le pas sur Motorola.</li> <li>- La globalisation supprime les champions nationaux, au grand bénéfice des consommateurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les firmes multinationales ont un tel pouvoir qu'elles peuvent contrôler les petites entreprises, diriger la recherche-développement, engager des accords de partage du monde ou empêcher une petite entreprise de survivre si elle le désire.</li> <li>- Les FMN exercent leur puissance sur les organisations internationales et sur les États. La recherche du profit à long terme les conduit à transformer les conditions de la concurrence, par la mise en oeuvre de réseaux opaques<sup>20</sup>.</li> </ul>
Les firmes multinationales dominent le monde	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les organisations internationales et les États conservent de grands pouvoirs. Ainsi, l'OMC peut condamner les subventions, en admettant la mise en place de contre-mesures adaptées équivalentes.</li> <li>- La Commission européenne refuse souvent certaines fusions d'entreprises, afin d'éviter les monopoles.</li> <li>- L'environnement actuel n'est pas celui du laissez faire.</li> <li>- Les États disposent de moyens considérables. Ainsi, ils gèrent 40% des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Par la corruption ou la puissance économique, les FMN exercent une action décisive sur les choix économiques, politiques et sociaux des gouvernements (théorie du <i>Public Choice</i>).</li> <li>- Les gouvernements n'ont plus le choix de mener une politique de développement économique, compte tenu des contraintes fixées par les organisations internationales (OMC, FMI par exemple). Il leur est interdit, dans certains cas, de développer un programme d'action, de mener des politiques sectorielles discriminantes, ou de réduire les droits de propriété aux firmes étrangères. Même justifiées, certaines mesures étatiques ou régionales de</li> </ul>

<sup>20</sup> Les firmes globales exercent une influence croissante sur les pays les moins développés et leurs stratégies mondiales rendent plus fragile la plupart des économies nationales.

	richesses produites chaque année, ce qui en fait des agents très puissants. En outre, les règles qu'ils édictent s'imposent aux FMN, notamment en matière de législation et de concurrence.	protection de l'environnement sont condamnées <sup>21</sup> .
La globalisation profite surtout aux FMN et aux actionnaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les FMN et les actionnaires sont les fers de lance des économies de marché. À ce titre, leurs revenus sont justifiés par la concurrence, les risques et par la croissance économique qu'ils impulsent et qui bénéficient à terme à tous les agents économiques.</li> <li>- Les actionnaires sont des apporteurs de capitaux, sans lesquels le développement économique serait aléatoire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation est profondément inégalitaire. Elle favorise les riches au détriment des pauvres, elle creuse irrémédiablement les inégalités. Elle ne bénéficie pas vraiment aux pays eux-mêmes, ni à leurs travailleurs<sup>22</sup>.</li> <li>- Les firmes multinationales fondent un monde d'investissement et de concurrence qui écrase les cultures nationales, qui ne cherche pas à illuminer la vie de chaque jour, qui n'a qu'un seul objectif réducteur : la maximisation du profit. La globalisation crée des perdants.</li> </ul>
Les pays en développement sont les victimes du processus de la globalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les pays en développement bénéficient des investissements directs à l'étranger (qui améliorent les conditions de l'emploi) et ils reçoivent ainsi les effets positifs de la concurrence du marché.</li> <li>- La globalisation conduit à des standards de vie plus élevés dans les pays les plus pauvres. Avec les firmes étrangères, le niveau de vie des autochtones s'améliore.</li> <li>- Si le travailleur américain condamne la politique de délocalisation de Nike, il n'en va pas de même pour son homologue vietnamien ou pour les consommateurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les choix majeurs concernant l'eau, la santé ou les transports dépendent trop souvent des profits des FMN.</li> <li>- Le non-respect des écosystèmes des pays en développement est constant.</li> <li>- Les normes internationales en termes de salaires ou d'avantages sociaux sont parfois négligées par les pays receveurs, lesquels veulent conserver leur avantage compétitif.</li> <li>- Enfin, la globalisation s'applique aux produits qui donnent un avantage comparatif aux pays développés. Elle ne s'adresse toujours pas à l'agriculture. Les pays en développement sont soit exploités, soit les oubliés du processus.</li> </ul>

<sup>21</sup> Il existe toujours des pratiques déloyales et illégales qui subsistent et qui ne sont pas condamnées par l'Alena ou l'OMC. Ainsi, aux États-Unis, il est possible de ne pas informer le consommateur sur l'existence d'OGM dans les produits de grande consommation.

<sup>22</sup> Brown P., Schweke B. (2001), « Globalization: An examination of the Pros and Cons », *Corporation for Enterprise Development*, September p. 10.

<p>La globalisation conduit à la disparition de nombreuses cultures nationales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'idée de l'homogénéisation de la culture procède plutôt d'une tentative de restriction des marchés et de refus de la concurrence.</li> <li>- Les défenseurs de la globalisation ne sont pas seulement Américains. Les pays de l'Union européenne, au même titre que ceux de l'Asie du Sud-est, sont des concurrents très puissants et pas si facilement malléables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation conduit à l'américanisation, fondée sur les valeurs du cinéma américain, dont les films sont loin pourtant de refléter les valeurs de l'Américain moyen. La question est de savoir si les Américains sont eux-mêmes touchés par la culture des autres.</li> <li>- Il faut créer des « inefficiences utiles » pour maintenir les particularités nationales ou régionales, éviter de dangereuses inégalités sociales ou protéger l'environnement<sup>23</sup>.</li> </ul>
<p>Les nouvelles technologies et les nouveaux secteurs en développement s'inscrivent dans un ordre globalisé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'information, la réduction des coûts de transaction et les nouvelles technologies aux normes mondiales ont accru la vitesse et l'ampleur du potentiel de la globalisation.</li> <li>- Le commerce des services (40 % des exportations américaines) a un potentiel de développement considérable.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation de l'information est dangereuse, car elle peut être monopolisée, normée et adaptée à des stratégies publiques ou privées spécifiques.</li> <li>- La commercialisation internationale des services concerne et touche directement le mode de vie des personnes. En ce sens, la globalisation ne peut pas gommer l'histoire et la culture des sociétés, même celles qui apparaissent, économiquement, les moins développées.</li> </ul>
<p>La globalisation conduit à l'hégémonie américaine</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La globalisation réduit les pouvoirs des grands États, au profit des acteurs privés.</li> <li>- Les entreprises des États-Unis sont directement en concurrence avec les entreprises étrangères. Elles n'ont pas d'avantages particuliers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les États-Unis exercent un pouvoir hégémonique.</li> <li>- Le droit économique international est calqué sur le droit américain.</li> <li>- La puissance stratégique des États-Unis renforce sa puissance économique, notamment sur les flux énergétiques.</li> </ul>

Les analyses favorables à la globalisation s'avèrent trop simplistes et idéologiques. Elles ne font jamais référence à une éthique à laquelle devraient se conformer les acteurs économiques, sauf à se conduire de manière égoïste pour la réalisation de l'optimum économique. Aujourd'hui la part consacrée aux besoins des hommes est anémiée, dans un monde qui ne fait plus barrage à la corruption et aux précarités croissantes.

<sup>23</sup> Brown P., Schweke B. (2001), "Globalization: An examination of the Pros and Cons", *Corporation for Enterprise Development*, September, p. 17.

Le libéralisme n'est pas la panacée. Il existe même de nombreux théoriciens, néo-mercantilistes ou géo-économistes, pour réfuter l'ouverture des frontières comme solution aux problèmes graves (pauvreté, faim et violence) qui existent encore aujourd'hui dans le monde. Sur cette question, les idéologues néo-libéraux se démarquent de leur maître ès libéralisme, Adam Smith, qui affirmait que les rentes et les profits limitaient indûment l'importance des salaires et favorisaient l'exploitation de classe. Pour Maurice Allais, l'économie de marché ne peut fonctionner que dans un cadre institutionnel, moral, politique qui lui assure à la fois la stabilité et la régulation<sup>24</sup>. Il est absurde de confier les arbitrages sociaux à une rationalité économique qui n'est, en fin de compte, qu'une hypothèse hautement improbable. « Sur la base de pressions financières et des modes du moment, la théorie et les systèmes économiques et politiques en général cultivent leur propre version de la vérité. Une version qui n'entretient aucune relation nécessaire avec le réel »<sup>25</sup>.

La faim dans le monde est toujours présente et les inégalités croissent. La mondialisation libérale est crainte, critiquée, remise parfois en question. Les fondements de l'affirmation de l'efficacité du libre-échange sur tout autre système économique porte sur des postulats qui apparaissent souvent comme des vérités premières.

- La concurrence et la compétitivité du marché constituent, à terme, le mode de régulation le plus efficace et le plus juste.
- Tout progrès technique et tout accroissement de la productivité sont favorables à la société.
- Les inégalités et la pauvreté peuvent être supprimées progressivement, grâce au fonctionnement normal des marchés.
- Les problèmes sociaux et politiques ne sont que les conséquences des problèmes économiques. La « marchandisation » du monde est un facteur essentiel de paix universelle.
- L'État ne peut pas avoir un rôle économique de premier plan. Il doit surveiller son orthodoxie financière, laquelle est une condition, à long terme, du développement économique.

Or, l'exacerbation du rationnel n'est jamais une démarche raisonnable. Les mouvements altermondialistes rappellent que l'économie ne doit pas donc être fondée sur les seules valeurs du capital, mais aussi sur

---

<sup>24</sup> Allais M. (1999), « La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme », Unesco, *Science et Humanisme*, 9-10 avril.

<sup>25</sup> Galbraith J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, « Essai » Grasset, Paris, p. 10-11.

celles de l'homme. Au fond, devant la crise économique quasi permanente à l'échelle du globe terrestre, l'analyse simple de François Perroux doit nous revenir à l'esprit. Elle donnait à l'économie une triple responsabilité : nourrir les hommes, les soigner et supprimer l'esclavage par l'éducation, les loisirs et les libertés formelles<sup>26</sup>. La définition d'un Indice de Développement humain engagé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a cherché à répondre à cette exigence. Le revenu ou le patrimoine ne constituent que quelques instruments de choix, d'autres sont aussi explicites comme une espérance de vie élevée et en bonne santé, la liberté de pensée, le respect des droits ou de la dimension métaphysique de l'homme.

Dans ce contexte, le recours à une science sociale intéressée exclusivement par les valeurs du présent ou du futur très proche constitue indiscutablement un danger pour l'avenir de l'humanité, que les privilégiés négligent en ne voulant pas accepter l'idée selon laquelle leur comportement conduit inexorablement au respect du proverbe : « après nous, le déluge » Pour Stiglitz, « la mondialisation n'est ni bonne, ni mauvaise »<sup>27</sup>. Une analyse d'experts américains portant sur le processus de globalisation de 1980 à 2000 montre de nombreux « effets pervers »<sup>28</sup>. Si les États-Unis sont la grande puissance d'aujourd'hui, les évolutions économiques et politiques vont très vite. En 1990, le PIB de la Chine représentait 60% de celui de la Russie. Dix ans plus tard, c'est l'inverse. Pendant la période, au niveau mondial, les taux de croissance ont été moindres que dans la période précédente, avec un déclin de l'ordre de 0,5% par an pour les pays les plus pauvres, de 1% pour les pays à revenus moyens et les pays développés. L'espérance de vie a aussi été réduite dans les économies en transition et dans les pays les plus pauvres (espérance de vie entre 44 et 53 ans), alors que les pays développés augmentaient la leur. Alors même que le nouveau système devait lui apporter l'opulence, certaines régions du continent africain se sont enfoncées dans la misère à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, même si aujourd'hui, avec la remise en cause des politiques d'ajustement structurel, la croissance est à nouveau au rendez-vous. Le démantèlement des barrières douanières des pays pauvres n'a pas été compensé par des exportations supplémentaires significatives dans les

---

<sup>26</sup> Perroux F. (1952), « Les coûts de l'homme », *Économie Appliquée*, janvier-mars 1952.

<sup>27</sup> Stiglitz J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 47.

<sup>28</sup> Weisbrot M., Baker D., Kraev E., Chen, J. (2002), "The Scoreboard on Globalization 1980-2000. Twenty years of Diminished Progress", *Center for Economic and Policy Research*, Washington.

celles de l'homme. Au fond, devant la crise économique quasi permanente à l'échelle du globe terrestre, l'analyse simple de François Perroux doit nous revenir à l'esprit. Elle donnait à l'économie une triple responsabilité : nourrir les hommes, les soigner et supprimer l'esclavage par l'éducation, les loisirs et les libertés formelles<sup>26</sup>. La définition d'un Indice de Développement humain engagé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a cherché à répondre à cette exigence. Le revenu ou le patrimoine ne constituent que quelques instruments de choix, d'autres sont aussi explicites comme une espérance de vie élevée et en bonne santé, la liberté de pensée, le respect des droits ou de la dimension métaphysique de l'homme.

Dans ce contexte, le recours à une science sociale intéressée exclusivement par les valeurs du présent ou du futur très proche constitue indiscutablement un danger pour l'avenir de l'humanité, que les privilégiés négligent en ne voulant pas accepter l'idée selon laquelle leur comportement conduit inexorablement au respect du proverbe : « après nous, le déluge » Pour Stiglitz, « la mondialisation n'est ni bonne, ni mauvaise »<sup>27</sup>. Une analyse d'experts américains portant sur le processus de globalisation de 1980 à 2000 montre de nombreux « effets pervers »<sup>28</sup>. Si les États-Unis sont la grande puissance d'aujourd'hui, les évolutions économiques et politiques vont très vite. En 1990, le PIB de la Chine représentait 60% de celui de la Russie. Dix ans plus tard, c'est l'inverse. Pendant la période, au niveau mondial, les taux de croissance ont été moindres que dans la période précédente, avec un déclin de l'ordre de 0,5% par an pour les pays les plus pauvres, de 1% pour les pays à revenus moyens et les pays développés. L'espérance de vie a aussi été réduite dans les économies en transition et dans les pays les plus pauvres (espérance de vie entre 44 et 53 ans), alors que les pays développés augmentaient la leur. Alors même que le nouveau système devait lui apporter l'opulence, certaines régions du continent africain se sont enfoncées dans la misère à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, même si aujourd'hui, avec la remise en cause des politiques d'ajustement structurel, la croissance est à nouveau au rendez-vous. Le démantèlement des barrières douanières des pays pauvres n'a pas été compensé par des exportations supplémentaires significatives dans les

---

<sup>26</sup> Perroux F. (1952), « Les coûts de l'homme », *Économie Appliquée*, janvier-mars 1952.

<sup>27</sup> Stiglitz J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 47.

<sup>28</sup> Weisbrot M., Baker D., Kraev E., Chen, J. (2002), "The Scoreboard on Globalization 1980-2000. Twenty years of Diminished Progress", *Center for Economic and Policy Research*, Washington.

pays riches protégés, notamment dans l'agriculture. La révolte de Cancun<sup>29</sup> est sans doute le premier avertissement des « damnés de la terre ». Il est probable que les conflits prendront d'autres formes que le terrorisme préfigure. Le problème est de savoir, dans cette présentation des effets pervers, si ces derniers sont dus à la globalisation ou à d'autres facteurs. Il est probable cependant, que l'ouverture des marchés a fragilisé certaines économies et a rapidement détruit une partie du bien-être et des acquis sociaux des pays nouvellement concernés.

## Bibliographie

- Allais, M. (1999), *La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme*, Unesco, Science et Humanisme, 9-10 Avril.
- Attali, J. (1998), *Dictionnaire du XXIe siècle*, Fayard, Paris.
- Brown, P., Schweke, B. (2001), *Globalization : An examination of the Pros and Cons*, Corporation for Enterprise Development, September 10.
- Coulomb, F., Fontanel, J., 2003. Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), pp.193-208.
- Eskeland, G.S., Harrison, A.E. (1997), Moving to Greener Postures ? Multinationals and the Pollution Haven hypothesis, *World Bank*, January
- Fontanel, J. (2001). Economie du désarmement, *Ares, Défense et Sécurité*.
- Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Guerre et économie. Les liaisons dangereuses, *Revue Géoéconomie*, fin 2002.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A., 2003. *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.
- Fontanel, J., Touatam, A. (2004), La cassure de Cancun, *Géopolitique africaine*, n°13. Hiver.
- Fontanel, J., 2005. La globalisation en analyse. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris,
- Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.
- Fortman, M. (2000), Guerre, *Dictionnaire de Stratégie*, PUF, Paris.
- Friedman, T. (2000), *The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization*, Farrar, Strauss & Giroux Editions, New York.
- Galbraith, J.K. (2004), Les mensonges de l'économie, Grasset, Paris ;
- Hettige, H., Muthukumara, M. Wheeler, D. (1997), Industrial Pollution in Economic Development. *World Bank*, December.
- Keynes, J.M. (1972), *Essays in persuasion*, Cambridge University Press.
- Kuhn, T. (1983), *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris.
- Lachaux, C. (1992), Sommes-nous en guerre économique ? *Revue de Défense Nationale*, Juin.
- McCormick, R.D. (2000), 10 myths about globalization, *Vital speeches of the Day*, Nov. 15.
- Passet, R. (2000), *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris.
- Perroux, F. (1952), Les couts de l'homme. *Economie Appliquée*, mars.
- Schelling, T. (1958), *International Economics*, Allyn and Bacon, Boston.
- Scott, R. (2000), The facts about trade and job creation, *Issues Brief*, Economic Policy Institute, Washington D.C., March 24,
- Smith, R., Fontanel, J., 2008. International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, 6, p.37à52. à paraître.



Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.